

Selon la formule de M. Blinder, il serait économiquement intéressant de respecter l'environnement et de réduire les effluents puisqu'une société ne paierait que pour la quantité de pollution qu'elle produit. En réduisant sa pollution, une entreprise réduirait ses paiements, surtout si le prix de l'air et de l'eau purs continue d'augmenter. De telles mesures sensibiliseraient davantage l'industrie à l'écologie.

Il y a aussi d'autres choses à faire. Par exemple, refuser de subventionner les agriculteurs qui utilisent des modes d'irrigation et de fertilisation nuisibles à l'environnement aiderait à préserver les terres arables du Canada.

Comme on le propose dans le chapitre sur la défense, nous devrions intensifier la recherche dans le domaine des sources d'énergie de remplacement comme l'hydrogène et mettre au point des techniques pour conserver les ressources, empêcher la pollution et nettoyer l'environnement sans pour autant compromettre le succès économique.

En outre, nous devrions réfléchir à une assurance obligatoire. Ce serait les assureurs d'un pollueur qui seraient obligés de payer pour le nettoyage. CANFORCE pourrait devenir le meilleur expert international de la dépollution en louant ses services aux pollueurs.

À quoi sert le succès économique si nous n'avons plus de planète. Agissons pour notre quartier d'abord, puis pour notre ville, pour notre pays et finalement, pour nos pays limitrophes. La dépollution est inévitable, mais elle coûte beaucoup plus cher que si l'on n'avait jamais pollué. En attendant, les preuves scientifiques sont convaincantes: si nous détruisons la planète, nous tuons l'humanité.

Je voudrais en revenir à certaines objections soulevées par des sénateurs d'en face à l'endroit de mes propos récents. Je vais devoir lire le chapitre sur la santé après le déjeuner. Sénateur Stanbury, puis-je poursuivre à 13 h 30? Comme je l'ai promis au sénateur David, nous allons maintenant aborder les sujets reliés à la santé, ce qui l'intéresse sûrement puisqu'il est une autorité dans le domaine. C'est aussi un homme bienveillant et instruit.

Négliger l'environnement n'est pas le seul danger mortel qui nous menace. Il y a des accidents, des maladies, le fait de donner naissance ou non, l'usage abusif des drogues. Pour l'être humain, de meilleurs programmes en matière d'enseignement, d'économie, de défense et des affaires étrangères viennent en second lieu après la santé. Voilà pourquoi nous avons besoin des services de santé dont nous disposons. La plupart d'entre nous voudraient toutefois qu'on les améliore. Certains, voudraient les privatiser; c'est la mode en ce moment.

Le docteur Michael Walker, directeur de l'Institut Fraser de Vancouver, m'a dit en 1986 que même nos services de soins devraient être administrés de façon lucrative car c'est le seul moyen d'atteindre l'efficacité nécessaire et d'éviter le gaspillage. Il a donné comme exemple le nombre d'hystérectomies qui a grimpé en flèche en Saskatchewan après l'adoption de la gratuité des soins médicaux. Selon le docteur Walker, cela prouve que les gens ont immodérément recours à un service gratuit. J'ai répondu que cela prouvait qu'un grand nombre de femmes avaient besoin d'hystérectomie mais n'en avaient pas les moyens avant l'entrée en vigueur de l'assurance-

maladie ou alors que bien des médecins étaient prêts à charcuter inutilement les femmes pour gagner de l'argent.

Le docteur Walker n'est pas seul à penser ainsi. Le 7 janvier 1987, *La Presse* rapportait que la Chambre de commerce du Québec souhaitait la privatisation des services de santé. La Chambre a réitéré ses recommandations en 1988. La même année, on rapportait dans les journaux que Robert Campeau, qui venait tout juste d'acheter Bloomingdale's, à New York, donnait une série de conférences à des groupes de gens d'affaires, et qu'il recevait des réactions enthousiastes lorsqu'il proposait que les soins de santé soient privatisés.

• (1230)

Il y a beaucoup de gens d'affaires canadiens qui semblent penser que le régime de soins de santé, qui est administré par l'État, est forcément plus coûteux et beaucoup moins efficace que s'il était géré par le secteur privé. Il aurait fallu qu'ils entendent ce que disait Lee Iacocca, le grand patron de la société Chrysler. On le cite dans le numéro d'octobre de *The Best of Business-Inside Guide*. Il soutient que les frais par habitant pour les soins de santé aux États-Unis sont de 41 p. 100 plus élevés qu'au Canada, et plus élevés que dans plusieurs autres pays aussi. Il serait dans l'ordre des choses que les Américains bénéficient de meilleurs soins de santé que d'autres nations, mais M. Iacocca dit qu'il n'en est rien: «... notre taux de mortalité infantile est l'un des pires qui soient, et nous avons 37 millions des nôtres qui n'ont aucune protection que ce soit pour ce qui est des soins de santé.»

C'est une déclaration de l'un des grands bonzes de la libre entreprise. Si Lee Iacocca dit admirer le régime canadien de soins de santé et ne pas aimer celui des États-Unis, nous devrions lui prêter une oreille attentive.

Il affirme que le coût des soins de santé ajoute 700 \$ au prix d'une automobile que sa société fabrique aux États-Unis, comparativement à seulement 223 \$ pour les automobiles fabriquées au Canada.

Le 2 mars 1989, le *New England Journal of Medicine* (N.E.J.M.), le périodique médical peut-être le plus prestigieux du monde, publiait une étude importante dans laquelle on comparait la médecine aux États-Unis et au Canada.

Le Canada et les États-Unis, disait-on dans l'article, se sont engagés dans une concurrence à grande échelle entre les soins de santé dispensés par le biais d'une politique publique et dispensés par le secteur privé. La médecine publique canadienne a permis d'éviter ou résolu plusieurs des problèmes insolubles auxquels on fait face aux États-Unis dans le domaine de la santé, concluait-on dans le NEJM: au Canada, on est parvenu à maintenir les dépenses totales en matière de santé à une proportion stable du produit intérieur brut, et l'universalité du régime, au Canada, sans ticket modérateur, protège les malades des coûts souvent catastrophiques des soins de santé auxquels doivent faire face les Américains, aux États-Unis, et protège les médecins et les hôpitaux des frais qui demeurent impayés.

En 1985, rapporte-t-on dans le NEJM, les Américains ont consacré en moyenne 1 710 \$ en soins de santé. Si l'augmentation des coûts depuis 1971, aux États-Unis,